

quence de la violation de ce principe par l'autocratie militaire de Prusse, en tant que celle-ci a voulu imposer au reste du monde ses idées de militarisme et de peu de respect qu'elle a pour les nations plus faibles; la guerre est la conséquence de cette théorie que l'Allemagne affiche ouvertement que les traités ne lient qu'en autant que les besoins d'un Etat quelconque le permettent et que l'Etat lui-même, dans l'exercice de son pouvoir militaire, doit être le seul juge de cette nécessité.

Je tiens à faire une observation quant aux causes de la guerre et c'est celle-ci: l'alliée de l'Allemagne, l'Italie, n'a pas pris part à la guerre, parce que celle-ci n'était pas une guerre défensive, mais bien une guerre offensive. C'est la réponse faite à l'Allemagne par sa propre alliée. L'ex-premier ministre d'Italie, parlant, il n'y a pas très longtemps au parlement italien, a déclaré en termes précis et clairs, non seulement que l'Italie regardait cette guerre comme une guerre offensive, mais que la guerre elle-même avait été préparée et arrêtée par l'Autriche et l'Allemagne dès 1913. Je veux consigner au hansard trois ou quatre lignes qui rendent cette déclaration absolument évidente. Voici les paroles en question:

Voici ce que j'ai répondu au marquis Di San Giuliano: "Si l'Autriche se prononce contre la Serbie, il n'existe évidemment pas de "casus foederis". C'est un acte qu'elle accomplit de son propre chef. Il ne repose pas sur la défense, puisque personne ne songe à l'attaquer. Voilà ce qu'il est nécessaire de déclarer à l'Autriche de la façon la plus formelle, espérant que l'Allemagne fera en sorte de dissuader l'Autriche d'une aventure très dangereuse.

L'aventure a été tentée non en 1913 mais en 1914 et ceux d'entre nous qui avons voulu nous renseigner sur la marche des événements au cours des six derniers mois antérieurs à la guerre auront appris que le moindre indice dans les cercles financiers, la moindre donnée qui sert aux hommes en général à se former un jugement sur la stabilité de la paix, tout ce qu'on a connu au cours des six mois qui ont précédé la guerre faisait prévoir que quelque chose d'inusité allait se produire dans un avenir rapproché; et la preuve que cet événement avait été préparé dès le 1er juillet 1913 nous vient de l'Italie, l'alliée de l'Autriche.

Je sais que tous les honorables membres de cette Chambre ont pris connaissance du Livre jaune que le gouvernement français a publié, livre qui renferme une copie du très remarquable document obtenu par l'ambassadeur français à Berlin, et transmis par lui à son gouvernement au mois de novembre

1913. Je pourrais peut-être citer quelques passages de ce document secret, quelques courts paragraphes, afin de mieux faire comprendre que la guerre qui a éclaté, au mois d'août de l'année dernière, est une guerre que l'Allemagne et l'Autriche projetaient contre les autres nations de l'Europe qui ne voulaient pas se soumettre à leur domination. Voici ce que je trouve dans ce document secret du gouvernement allemand.

C'est notre devoir le plus sacré d'aiguiser l'épée qui nous a été mise aux mains, et de la tenir prête pour notre défense et pour frapper l'ennemi. Il faut inculquer dans l'esprit du peuple l'idée que nos armements sont une réponse aux armements et aux mesures politiques des Français. Il faut accoutumer le peuple à penser qu'une guerre offensive de notre part est chose nécessaire si nous voulons répliquer aux provocations de l'ennemi. Il nous faut agir avec prudence pour ne pas éveiller des soupçons et pour parer aux crises qui pourraient faire périr notre vie économique. Il faut arranger les choses de façon à ce que sous la grave impression de puissants armements, d'énormes sacrifices et de la tension politique, on envisagerait la déclaration de guerre comme une délivrance, parce que à la suite de cette guerre viendraient des années de paix et de prospérité, comme celles qui ont suivi la guerre de 1870. Il faut préparer la guerre au point de vue financier. Il y a beaucoup à faire en ce sens. Il faut se garder de provoquer l'inquiétude chez nos financiers, et cependant il y a une foule de choses qu'il serait impossible de dissimuler.

Je vois par les journaux que le gouvernement allemand a nié que ce document ait jamais existé; mais, après l'avoir lu attentivement, ceux qui se sont mis au courant de la tendance des esprits en Prusse et dans toute l'Allemagne durant ces dernières années, trouveront peut-être qu'il porte un véritable cachet d'authenticité.

Dans la propagande allemande à travers le monde et spécialement dans les Etats-Unis d'Amérique, on a essayé de faire croire que le gouvernement belge et celui de la Grande-Bretagne avaient déjà violé la neutralité avant que l'armée allemande eut envahi ce pays. Quels sont les faits? Les faits sont qu'une certaine conversation a eu lieu entre des officiers anglais et des officiers belges, conversation qui était si peu officielle qu'aucune note, ainsi que l'a déclaré sir Edward Grey, n'existe ou n'a jamais existé dans les bureaux du Foreign Office. Quelle était cette conversation? A quoi se rapportait-elle? Elle se rapportait simplement à la part que la Grande-Bretagne devait prendre, comme l'honneur l'y aurait obligée, si l'Allemagne envahissait la Belgique. Et les agents de l'Allemagne, dis-